

---

## ECHOS DU MONDE MUSULMAN

**Yves Montenay**  
Démographe - Président de l'ICEG

**Résumé** : Ici, entre le 19 février et le 16 mai 2013, *la lettre décadaire*, écrite par Yves Montenay et publiée par l'Institut *Culture Economie et Géopolitique* (ICEG) suit de façon régulière les événements et les mutations sociétales entre économie, démographie, politique et religion. Elle cible principalement les pays arabes d'Afrique et leurs mouvements islamistes et maintenant le Mali mais parle aussi ponctuellement des autres pays musulmans, de Gaza à l'Indonésie. Elle traite du fonctionnement des économies et des stratégies des Etats, de l'évolution des religions y compris aux Etats-Unis, des aléas de la condition féminine et de la famille, ainsi que de l'évolution des langues et des médias (Al Jazeera).

**Mots-clés** : musulmans, islam, Maghreb, Arabes

### Echoes of the Muslim World

**Abstract** : Between February 19<sup>th</sup> and May 16<sup>th</sup> 2013, the quadri-monthly newsletter written by Yves Montenay and published by the Institut *Culture Economie et Géopolitique* (ICEG) follows and analyzes events and social mutations concerning demographics, politics and religion. This letter focuses mainly on Arabic countries of North Africa and their Islamist political parties, with a special focus on Mali, but also includes other Arabic and Muslim countries, from Gaza to Indonesia. The main topics are about economics, geopolitics, religious changes (even in United States), gender and family issues, languages and media (e.g. Al Jazeera)

**Keywords** : muslims, islam, Maghreb, Arabs

### Yves Montenay dans sa biographie

Yves Montenay combine un double parcours industriel et universitaire. Il est centralien, titulaire d'un DES d'économétrie, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, docteur en démographie politique. Son expérience de plus de vingt ans dans le secteur énergétique lui a permis de développer une vision internationale, au cœur des problématiques du développement, grâce à des missions très nombreuses dans les pays Arabes, en Amérique du Sud et

du Nord, en Asie du Sud-Est et en Europe. Récemment, il a également mené des missions opérationnelles indépendantes qui lui ont permis d'accroître son expertise en Afrique sub-saharienne et au Japon. Yves Montenay a enseigné l'économie à l'Institut Politique de Paris et la démographie à l'Institut de Démographie Politique de Paris Sorbonne - Paris IV. Il a été chargé de cours et directeur d'études à l'ESCP-EAP où il traite les questions liées à la démographie, au développement, à la francophonie et à l'Islam. Il a également dirigé *I.N.T. - Management*, aujourd'hui *Telecom Management*. Il observe : « J'ai eu la chance d'avoir été mêlé à l'économie concrète dans une douzaine de pays pendant plus de 30 ans, de la PME à la grosse multinationale (la Générale des Eaux) et d'être un proche spectateur de phénomènes macro-économiques autour du pétrole et de l'énergie. Cela sur un arrière-fond de formation académique à l'économie (Sciences-Po comme élève puis enseignant, et Paris VI pour l'économétrie). J'ai rencontré beaucoup de bêtises de macroéconomie en entreprise et beaucoup de bêtises sur les entreprises en macroéconomie, y compris dans la grande Ecole de management citée ci-dessus. Cela m'a rendu allergique aux slogans ! » Depuis 2000, Yves Montenay a publié *La langue française face à la mondialisation*, en 2005, aux Belles Lettres ; *Retraites, familles et immigration en France et en Europe*, chez l'Harmattan, en 2006. Il a principalement contribué aux numéros 88 et 103 des *Cahiers de l'Orient* dont nous reparlons ci-après.

### **Yves Montenay et l'ICEG - « Institut Culture, Economie, Géopolitique » : actions et publications**

Créé il y a plus de vingt ans par Yves Montenay, l'ICEG - Institut Culture, Economie, Géopolitique - a initialement formé des cadres supérieurs français découvrant les « pays de l'est » après la chute du mur. Les formations actuelles portent essentiellement sur les questions Nord-Sud. Son objectif aujourd'hui est d'« expliquer le Sud au Nord et le Nord au Sud » dans les domaines de la géographie humaine, y compris linguistiques, comme dans la géopolitique et l'économie du développement. En remontant si nécessaire à la période coloniale. L'ICEG organise débats et colloques. Ainsi, en 2011, à Alger : « Un plurilinguisme de plus en plus pratique : l'utilitaire, le culturel et le politique ». En 2012, à Madurai (Inde) : « La recherche sur la situation du français doit davantage étudier le secteur privé ». L'ICEG organise des formations, par exemple à la démographie politique ; il propose aussi des conférences et des publications. Ainsi, *le français dans le monde arabe* a fait l'objet du n° 103 des *Cahiers de l'Orient* à l'automne 2011. Le numéro comporte une analyse de la situation du français dans plusieurs États. Les chapitres sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont particulièrement développés. Les questions transversales sont abordées. L'accent est mis sur l'importance du secteur privé tant dans l'enseignement que par le rôle des entreprises. Le rôle intellectuel et culturel du français dans l'ouverture du monde arabe est bien plus ancien que celle de l'anglais. Le français reste un outil pour l'instant irremplaçable. En effet, pour des raisons notamment de censure politique ou sociale, le monde arabe est peu en contact avec le monde extérieur

par le biais de sa propre langue. Contrairement à l'anglais, le français n'est pas un concurrent pour l'arabe. L'ouvrage contribue à une meilleure connaissance des pays francophones dans les domaines socioculturels, économiques et géopolitiques. Les enjeux de la question linguistique sont pris en compte directement ou via des associations « engagées » comme « Avenir de la Langue française » ou « l'Observatoire Européen du Plurilinguisme ».

**La lettre décadaire « Échos du monde musulman »** a été lancée en juin 2007 à la demande d'observateurs économiques et sociaux souhaitant bien comprendre le monde musulman, mais trop pris par leurs activités pour se lancer dans la littérature spécialisée. Ils souhaitaient avoir régulièrement nouvelles et analyses brèves. « Je me suis vite rendu compte de la masse d'informations qui n'étaient pas reprises dans la presse française et qui souvent allaient à l'encontre de préjugés tant islamophobes qu'islamophiles (orientalistes ou angéliques)... Réciproquement, dans les pays musulmans, depuis l'Irak, l'Afghanistan et l'enlisement du conflit israélo-palestinien, des stéréotypes négatifs se développent. Conséquence aggravante, ce qui aurait été lointain pour les masses musulmanes il y a une génération, envahit maintenant leur quotidien via Internet et des chaînes de télévision centrées sur les violences des conflits. Il y a une amélioration de l'information par rapport aux médias officiels d'hier mais aussi des vues partielles (je n'ai pas dit inexactes) et passionnées qui génèrent un fort ressentiment envers l'Occident. Nous faisons également de temps en temps un rappel d'informations sur les populations moins connues : Indonésiens ou Bengladeshis... Nous recevons beaucoup d'insultes de sens opposés. Cela illustre la profondeur du fossé et la nécessité d'essayer de le combler. L'ICEG souhaite expliquer le Sud au nord et le Nord au Sud » et non militer pour X. ou Y ».

**Lettre n° 180** - 19 février 2013

**Spécial Tunisie : De l'enthousiasme à l'inquiétude.** Il y a maintenant plus d'un an a été élue une assemblée devant rédiger une constitution dans les 12 mois, qui donnerait les règles du jeu pour élire une assemblée qui gouverne. Le parti islamiste Ennahda est arrivé en tête, mais sans avoir la majorité. Ce succès relatif lui est venu d'une part de son organisation structurée et largement financée par les pétrodollars (propagande, transport des électeurs, et peut-être davantage), et d'autre part de son auréole de vieil opposant persécuté, tout cela sur fond d'identification à une « identité musulmane ». La modération du ton de ce parti pendant la campagne électorale et son alliance avec deux partis « laïques », dont l'un obtenait la présidence de la république, avait rassuré dans un premier temps. Mais ensuite la méfiance, puis la crainte, se sont installées pour plusieurs raisons : - la tolérance des violences salafistes (10 000 activistes paraît-il), ce qui suggère des vues proches en matière de style de vie religieuse et un attachement aux libertés moindre que proclamé, ainsi que la création ou le soutien d'une milice « de protection de la révolution », violente également - le

noyautage de l'administration - l'échec économique, en partie conséquence de l'incompétence, en partie de la polarisation sur la prise en main de la société, et en partie du fait du désordre et des violences qui ont fait fuir investisseurs et touristes.

**Le conflit ouvert.** Le mécontentement grandissant, les partis politiques d'opposition ont commencé à se regrouper, leur contestation s'ajoutant à celle du syndicat UGTT, puissant et bien structuré. Ce que voyant, Ennahda a freiné l'adoption de la constitution et donc retardé *sine die* l'élection qu'elle pourrait perdre ou serait obligée de triquer ouvertement. Les partis alliés lui ont demandé d'abandonner des ministères régaliens. Ennahda a refusé et cette demande ne devait pas être bien ferme puisqu'elle a été répétée sans succès plusieurs mois sans que la coalition soit menacée. La tension a beaucoup monté ces 15 derniers jours avec l'assassinat d'une figure de l'opposition et la grande manifestation anti-Ennahda qui a suivi ; cet assassinat étant considéré comme ordonné ou suggéré par le pouvoir, et à tout le moins conséquence de sa tolérance des violences. Le premier ministre, issu de ce parti, a tenté de dévier le coup en proposant un gouvernement de technocrates neutres, ce qui a déclenché toutes sortes de discussions et de rumeurs pendant une semaine. Il a finalement échoué et vient de démissionner, suite à l'opposition de son propre parti qui ne veut pas lâcher les ministères lui permettant de contrôler le pays. Et vient de proclamer cette volonté de contrôle en organisant à son tour une grande manifestation réclamant son maintien au pouvoir. Cette contre-manifestation est-elle plus importante que la première ? Officiellement oui, avec 160 000 participants. Probablement pas puisque le chiffre réel serait de 10 à 15 000, et surtout que se sont rassemblés des participants de tout le pays avec une fois de plus une logistique impressionnante (autobus ou remboursement du déplacement, nourriture, rémunération...) dont ne disposait pas la manifestation de l'opposition, qui aurait rassemblé 40 à 60 000 personnes.

**Et maintenant ?** Tout ça rappelle la plaisanterie récurrente : « les islamistes se sont convertis à la démocratie : un homme, un vote, une fois » : la démocratie est impie mais il est utile de s'y plier une fois pour prendre le pouvoir. Et aujourd'hui il y a non seulement le réflexe humain de garder le pouvoir, mais aussi la conviction religieuse de détenir la vérité (« la loi nous a été donnée par Dieu, les hommes n'ont pas à la modifier ») Vu de Paris, on s'étonne du silence du Président, pourtant à la tête d'un parti dit laïque. Certes, il n'a pas de pouvoirs, mais il avait l'occasion d'entrer dans l'histoire en faisant un appel solennel à de nouvelles élections, et surtout en rappelant que la démocratie, c'est la liberté pour chacun et non pas l'obligation pour les uns d'adopter le mode de vie des autres, que ces « autres » aient la majorité ou non. Bref c'est le respect des libertés, c'est à dire ce que demandent les Tunisiens depuis deux ans. Vous remarquerez qu'il n'est pas question de l'armée, alors que son rôle est sans cesse évoqué en Égypte, en Algérie et ailleurs. En effet l'armée tunisienne n'est pas nombreuse et est apolitique. Sa neutralité (et peut-être une prise de

position discrète) avait suffi à faire tomber Ben Ali. Actuellement elle se borne à protéger les édifices publics. Bien entendu, beaucoup de Tunisiens craignent un avenir à l'iranienne : une révolution initiée par des démocrates occidentalises et francophones en 1978, captée par les islamistes en 1979, et qui a peu à peu évolué vers un régime très autoritaire et sanglant, le système démocratique ayant été vidé de sa substance par l'élimination des autres partis politiques, les fraudes électorales et surtout par la soumission au religieux via des milices devenues avec le temps l'armée du régime et le principal acteur économique. Résultats imprévus : les mollahs apolitiques se lamentent de voir « ce régime dégoûter les citoyens de l'islam ». Les « optimistes » rappelleront que le régime iranien a longtemps « acheté » le peuple avec les revenus du pétrole, et que la Tunisie n'en a pas, ou si peu. Mais l'écroulement économique, qui n'est déjà pas une perspective bien réjouissante, entraînerait-il celui du pouvoir ? Un test sera celui des médias : seront-ils muselés ? Pour l'instant ils demeurent libres et d'opposition. Nos lecteurs peuvent consulter les sites des journaux tunisiens et d'innombrables études ou blogs, dont la revue *Voix des Tunisiens* sur Facebook.

**Lettre n° 181** - 1er mars 2013

**L'évolution numérique des religions aux Etats-Unis.** Cela ne concerne pas le monde musulman ? Un peu quand même. Les États-Unis sont confusément imaginés croyants, surtout protestants mais avec aussi des minorités religieuses actives : catholiques, juifs, musulmans, bouddhistes etc. Ce n'est pas faux, mais les chiffres sont néanmoins intéressants : – si 76 % des adultes étaient **protestants** en 2008, ce chiffre est en forte baisse par rapport à 1990 (86 %) et les « grandes églises traditionnelles » régressent encore plus vite au bénéfice d'églises « moins classiques », de l'indifférence ou de l'athéisme, et non au bénéfice des **catholiques** comme on le dit parfois : le pourcentage de ces derniers est stable, la perte de la foi chez les Italiens et les Irlandais étant compensée par la montée des « Latinos » plus ou moins hispanophones – les **juifs** sont en forte baisse, avec 1,2 % de la population contre 1,8 en 1990, probablement du fait des mariages mixtes. Donc, contrairement à ce que l'on imagine souvent dans le monde musulman, ils n'ont pas d'influence électorale. D'ailleurs beaucoup d'entre eux sont « de gauche », donc pas forcément sympathisants du gouvernement israélien ; on sait que l'alliance israélo-américaine est due à la pression électorale d'une grande partie des protestants qui ont une vision « biblique » de la politique étrangère – les **musulmans** sont encore moins nombreux avec 0,6 % contre 0,3 en 1990. Cette croissance rapide ne suffit donc pas à leur donner une influence électorale – les religions « orientales », dont le **bouddhisme**, passent de 0,4 à 0,9 % – ce sont donc les « **sans religion** » qui progressent le plus, passant de 8 à 15 %.

**Israël-Palestine : transmettre le conflit aux enfants ?** Les vieux lecteurs de cette lettre se souviennent que j'avais signalé des émissions de télévision pour jeunes enfants arabes leur « inoculant » les clichés, voir les haines,

perpétuant le conflit israélo-arabe. Une équipe universitaire israélo-palestino-américaine a fait une étude dans le même esprit sur les programmes scolaires, et « découvre » (ou plus exactement confirme) que tant ceux d'Israël que ceux des pays arabes contribuent eux aussi à transmettre les préjugés et les haines. Les officiels palestiniens et israéliens ont dénoncé les résultats de cette étude, en proclamant que leurs propres manuels n'avaient rien de négatif, mais que par contre ceux d'en face...

**Monde Arabe : Effacer l'histoire ?** J'ai souvent évoqué ici les études du PNUD montrant l'isolement intellectuel du monde arabe qui produit peu de livres et en traduit peu venant de l'étranger (d'où l'importance de l'anglais et du français comme ouverture sur le monde pour une frange de la population). Des universitaires maghrébins me font également remarquer que les œuvres exposant et analysant de manière très positive l'époque glorieuse de la civilisation arabo-musulmane, travaux aussi bien d'origine occidentale que musulmane, sont restés dans la langue (en général l'anglais ou le français) des pays où ont été publiés ces travaux, et n'ont donc jamais été traduits en arabe. De même l'enseignement arabe ignore la quasi-totalité des œuvres de sa propre langue, hormis la poésie et des traités religieux. Bref, il n'y a pas que l'adversaire ou l'ennemi qui travestit l'histoire, et, dans ce domaine, le monde musulman est un peu suicidaire.

L'Iran et les Oscars. L'Iran s'est senti particulièrement visé par la victoire du film *Argo* (les otages américains en Iran), et dénonce « la compagnie sioniste Warner Bros ». Comble de la provocation, Michèle Obama est apparue en duplex pendant la remise de cet Oscar bras et épaules nues. La télévision iranienne a immédiatement truqué l'image en lui rajoutant des manches et un col.

**Lettre n° 182** - 11 mars 2013

**La Mauritanie et le Mali.** Ce qui se passera au nord du Mali va dépendre en grande partie de l'étanchéité des frontières. Nous avons parlé de celle avec l'Algérie qui, officiellement, veut et peut les contrôler. Resté à l'ouest celle avec la Mauritanie, État faible, divisé, et où des tribus arabes de la partie saharienne sont à cheval sur la frontière. Un pas a été franchi avec une déclaration du président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, qui a affirmé le 4 mars que son pays était désormais prêt à intervenir militairement au Mali dans le cadre du déploiement d'une force de l'ONU et approuve l'intervention française : « une réaction pour sauver un pays qui allait être totalement occupé par les terroristes ».

**Et les Américains ?** Tout le monde a constaté que les Américains (et bien d'autres alliés de la France) ne s'étaient pas précipités pour nous soutenir. Et chacun de proposer son explication : lassitude après avoir eu deux guerres « musulmanes » sur les bras, l'Irak et l'Afghanistan, une moindre allergie aux islamistes que les Français laïques, à la fois par tradition religieuse et du fait d'autres tractations

(par exemple, dit-on, avec les Frères Musulmans égyptiens ou leurs cousins tunisiens, ou la monarchie saoudienne...) ou encore agacement de voir l'Afrique francophone se consolider autour de la France alors que certains souhaiteraient la faire disparaître. Et peut-être les Américains sont-ils un peu vexés : ils se sont donnés beaucoup de peine et ont dépensé beaucoup d'argent pour former l'armée malienne, mais une partie a rejoint les rebelles touarègues (récupérés depuis par la France) et l'autre partie a contribué au coup d'État mené par le capitaine Sanogo. Il y a maintenant quelques signaux américains de sens contraire : cette indifférence était difficile à tenir, le successeur d'Hillary Clinton, bon francophone, est plus ouvert sur la France et l'Europe et peut-être tout simplement le réalisme face au succès des deux premières phases de l'opération Serval. Il y a eu des articles élogieux dans la presse américaine sur l'efficacité de l'armée française, les officiers américains passent quotidiennement au PC de notre aviation militaire et lui offrent de plus en plus de moyens en investigation aérienne (voir l'article du Monde du 17 février sur ce sujet). Cela dit, l'éventuel succès de cette guerre ne réglera pas tous les problèmes. L'opération française a deux objectifs : a./ réunifier le Mali, mais si les mêmes causes produisent les mêmes effets, la division réapparaîtra une fois les Français partis ; b./supprimer les bases des trafics et du terrorisme, ce qui intéresse le monde entier. Mais le trafic reprendra ou non suivant ce que fera le futur gouvernement malien, dont l'efficacité ne paraît pas évidente aujourd'hui (mais peut-être demandera-t-il une aide militaire permanente). Et les terroristes islamistes migreront vers d'autres bases, car ce sont des « internationaux » comme jadis les militants communistes. Mais où iront-ils ? Peut-être au nord du Nigéria, peut-être au Soudan peut-être en Somalie... Du moins leur route du Sahara vers l'Europe sera coupée ... si l'Algérie contrôle son Sahara (voir lettre précédente).

**Tunisie, suite.** Je commence par un rappel résumé de la semaine dernière : On se souvient que le premier ministre voulait un gouvernement de techniciens pour que le pays cesse d'être divisé entre islamistes et anti-islamistes et notamment puisse aller sereinement vers des élections. Il s'est heurté à son propre parti, Ennahda, qui ne voulait pas lâcher le pouvoir. Il a démissionné et c'est le ministre de l'intérieur, islamiste également, qui a été chargé de constituer le nouveau gouvernement. Ce dernier semblait devoir ressembler comme un frère au gouvernement précédent, puis Ennahda a accepté quelques « indépendants », notamment au ministère de l'intérieur, revendication des autres partis qui craignent l'instrumentalisation des élections. Les ministères régaliens ont bien été confiés à des technocrates, mais le reste du gouvernement est inchangé et demeure donc un « gouvernement Ennahda », ce qui, par ailleurs, montre que ce parti n'a pu élargir la coalition gouvernementale. Reste à voir si le nouveau ministre de l'intérieur aura la carrure et l'indépendance suffisante pour rétablir l'ordre public de plus en plus perturbé par la pression des salafistes et autres groupes violents, malgré le soutien ou la neutralité d'Ennahda. Par ailleurs le point principal, à savoir les nouvelles élections, ne fait toujours l'objet que de promesses, alors que l'assemblée actuelle a largement dépassé sa durée

prévue. Ces élections sont constamment retardées faute de constitution. Mais celle-ci, dans l'état actuel de la chambre, serait probablement trop « islamiste » pour être ressentie comme acceptable par une grande partie de la population. Un observateur extérieur aura donc tendance à penser qu'il faudrait se limiter à une loi électorale et renvoyer le reste de la constitution à la nouvelle assemblée. Mais cela supposerait qu'Ennahda prenne le risque de se faire désavouer.

**Une nouvelle activité au Maroc** : former les chrétiens francophones. Le Maroc étant censé être le pays le plus stable et le plus tolérant du monde arabe (un mauvais point pour certaines monarchies), il attire non seulement les industriels comme Renault mais aussi des activités intellectuelles comme la formation universitaire en théologie et en sciences humaines pour catholiques et protestants. Cette formation est organisée par l'évêque de Rabat en partenariat avec l'institut Al Mowafaqa (convergence), l'Institut catholique de Paris et la faculté de théologie protestante de Strasbourg. Les étudiants seront de 12 nationalités et la formation sera en français. Encore un domaine où la francophonie marocaine apporte des emplois à ce pays. Par ailleurs on estime qu'il y a chaque année 30 000 chrétiens de plus au Maroc venant d'Afrique subsaharienne, notamment francophone.

**Et pendant ce temps-là, Maroc Telecom n'est pas encore vendu !** Son propriétaire français, Vivendi avec 53 % du capital, serait pressé de conclure pour pouvoir annoncer la nouvelle à son assemblée générale et redresser son cours de bourse qui en a bien besoin (je ne suis pas certain que ce soit un bon calcul). France Telecom, qui ne va pas très bien non plus, manque d'enthousiasme. Les gouvernements français et marocains ont des idées sur la question, que l'on peut plus ou moins imaginer. Par exemple le gouvernement marocain n'est pas ravi des émissions d'Al Jezirah derrière lesquelles il voit le gouvernement qatari. Comme le gouvernement français a quelques doutes sur l'origine des financements des islamistes maliens, et qu'il veut se démarquer de l'époque Sarkozy, cela expliquerait que la société qatarie Qtel ne soit pas la préférée. Mais en sens inverse, le Maroc a besoin de l'argent du Qatar... Et je vous épargne les rumeurs concernant les autres candidats arabes potentiels.

**Lettre n° 183** - 22 mars 2013

**Al Jezirah parlera bientôt français.** Le groupe qatari vise ainsi « à établir des ponts avec les cultures et les peuples amis, en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe ». L'ouverture devrait se faire au milieu de l'année 2014. On sait qu'une version anglaise a été lancée en 2006 et a été suivie d'autres langues et bientôt du turc. La version anglaise sera complétée par une chaîne d'info conçue pour la Grande-Bretagne. Depuis deux ans notre lettre vous a exposé la rumeur selon laquelle ce serait Nicolas Sarkozy qui aurait demandé au Qatar de retarder le lancement de cette version française, craignant l'influence islamisante de cette chaîne. Et la rumeur d'aujourd'hui veut que notre gouvernement actuel soit



moins proche du Qatar (pour faire l'inverse du précédent ?) et que ce dernier se soit donc senti libre de lancer cette version française. Reste à voir quel sera son contenu. La francophonie y gagnera, ce qui favorisera à terme la liberté de documentation et de discussion.

**La Mésopotamie est à sec.** En 2007 il y a eu une grande sécheresse dans les bassins du Tigre et de l'Euphrate, c'est-à-dire sur la plus grande partie de l'Irak et dans l'est de la Syrie. La réaction a été de multiplier les puits, mais cela est en train d'assécher rapidement la nappe phréatique. Ce problème s'ajoute à celui des barrages, principalement en Turquie où les 2 fleuves s'alimentent. Idéalement il faudrait un accord de répartition de l'eau entre ces 3 pays, et ensuite que cet accord soit respecté. Cela serait déjà extrêmement difficile en temps normal. Mais la situation est loin d'être normale en Irak et plus encore en Syrie.

**Les 200 millions de musulmans indiens se sentent brimés.** Les musulmans indiens représentent 15 % de la population indienne ; ils seront bientôt 200 millions, et leur fécondité est plus forte que celle des hindous. Bientôt, le principal pays musulman par le nombre de fidèles sera l'Inde et non plus l'Indonésie. Ils se sentent brimés. Les enquêtes rassemblées par leurs responsables pointent une moins bonne scolarisation et des revenus plus faibles. Ils estiment que l'origine de leur problème est politique, car ils ne peuvent voter ni pour le parti nationaliste hindou qui leur est hostile, et qui de toute façon représente une religion qui n'est pas la leur, ni pour les communistes. Reste le parti du Congrès, qui considérerait donc que leur vote lui est acquis sans avoir d'efforts à faire pour eux. Les mauvaises langues objectent que s'ils mettaient toutes leurs filles à l'école et permettaient plus souvent à leurs femmes de travailler, les statistiques leur seraient moins défavorables.

**La guerre, ça coûte cher !** La guerre en Irak a coûté plus de 2.000 milliards aux Etats-Unis, soit 1.700 milliards, auxquels il faut ajouter 490 milliards de dollars de prestations à verser aux anciens combattants, d'après le *Watson Institute for International Studies* de l'Université Brown. La guerre a coûté la vie à au moins 134.000 civils irakiens (et peut-être quatre fois plus). Il faut y rajouter environ 50.000 « acteurs » : policiers, insurgés, journalistes et travailleurs humanitaires. Ce rapport actualise celui de 2011 rédigé pour le 10ème anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, sur le coût total en dollars et en vies humaines des guerres en Afghanistan, au Pakistan et en Irak, coût porté à près de 4.000 milliards de dollars et 500 000 victimes dans la version actualisée.

**Un point sur l'antiterrorisme.** J'ai eu l'occasion d'écouter un acteur français de l'antiterrorisme en Europe. Voici une synthèse de ses propos : « en France il y a environ 5,5 millions de musulmans dont 300 terroristes éventuels et une dizaine de probables. Nous avons évité 2 à 4 attentats massifs par an grâce à un énorme travail de renseignement qui n'est possible que parce que la masse

des musulmans français coopère par hostilité au terrorisme et la crainte de voir leurs enfants basculer. Il faut à tout prix préserver cette coopération en évitant toute stigmatisation. La France est la mieux préparée au monde pour ce travail de prévention, mais une erreur est toujours possible. Les relations entre les milieux du renseignement et la justice se sont beaucoup améliorées et la réaction de cette dernière est plus rapide, ce qui permet d'agir dans le strict respect des lois. De même les relations sont maintenant directes de magistrat à magistrat par dessus les frontières entre beaucoup de pays européens, car il n'est plus nécessaire d'avoir à remonter la hiérarchie du pays demandeur puis de redescendre celle du pays à contacter ».

**L'équation militaire syrienne.** Bachar a perdu la première phase de la guerre en réprimant les mouvements démocratiques (contrairement à Mohamed VI au Maroc - je simplifie - voir nos lettres depuis 2 ans), ce qui les a poussé à l'action militaire et a amené les renforts islamistes. Depuis la situation s'est en gros stabilisé militairement, Bachar recevant de son côté des renforts chiites libanais et iraniens ainsi que des armes russes et gardant la suprématie aérienne. Pour ce dernier point, on se souvient que la guerre entre Russes et insurgés afghans avait basculé en faveur de ces derniers quand les Etats-Unis leurs avaient donné des missiles anti aériens. Ils se sont juré ensuite de ne plus recommencer quand ils ont vu que ces missiles pouvaient ensuite être utilisés contre eux ; ils en privent donc les insurgés syriens. La stabilisation de la situation militaire vient aussi de la composition de l'armée syrienne. Sa partie sunnite n'est pas sûre et a en partie fait défection. La partie alaouite qui demeure n'est pas suffisante pour contrôler l'ensemble du territoire (et a laissé notamment les zones kurdes prendre une sorte d'indépendance, comme en Irak), mais elle suffit pour tenir Damas, la région alaouite et quelques autres points. Bachar n'est donc pas dans la situation de Ben Ali ou Moubarak qui n'ont pas été soutenus par leur armées.

**Libre discussion et malheurs du modèle turc.** Le traditionalisme des gouvernements islamistes fait oublier que la liberté de parole, et notamment de la presse, est beaucoup plus large en Tunisie et en Égypte que sous l'ancien régime. Et, par contagion, l'information s'est aussi diversifiée dans les autres pays, ne serait-ce qu'en citant ce qui se passe chez les voisins. C'est particulièrement net en Algérie. Les médias reprennent bien sûr des thèmes islamistes qui étaient interdits avant, mais aussi ceux de toutes sortes d'associations ou partis anti-islamistes, et cette confrontation des idées annule pour les islamistes l'avantage d'avoir des médias à eux. Les idées islamistes, maintenant exposées explicitement dans les journaux, et de plus confrontées à la réalité par l'exercice du pouvoir, deviennent beaucoup plus facilement critiquables qu'auparavant. Et si les partis politiques d'opposition veillent à ne pas trop choquer une majorité supposée conservatrice, des petits groupes sans ambition électorale vont beaucoup plus loin. Ils déclenchent des discussions sur les notions de laïcité (souvent confondue avec l'athéisme ou l'islamophobie), qui peut être à la française ou à la turque. Précisons que si l'AKP turc est un

parti ouvertement « ré-islamisant » il proclame n'agir que dans le cadre de la constitution laïque du pays (ce qui horrifie les Frères Musulmans) « comme les mouvements d'action catholique agissaient dans le cadre de la république française pour défendre l'école libre ». Donc le modèle turc a perdu de son aura, trop islamiste pour les laïques, ou, comme on préfère dire pour ne pas choquer, pour les partisans d'un État « civil », et pas vraiment islamiste pour les Frères et a fortiori les salafistes. Bref, on discute, et la présence au pouvoir de partis islamistes de moins en moins respectés ne freine pas ces discussions qui mènent, comme je le dis à titre imagé, à la protestantisation de l'islam : relire mon article sur ce sujet ou dans le journal *Réforme* (voir Google).

**Lettre n° 184** - 31 mars 2013

**En Égypte et en Tunisie.** Nous Français dénonçons les dérives de nos campagnes électorales (quelques noms d'oiseaux, quelques ressources « amicales » dans les comptes de campagne). En fait nous sommes des enfants gâtés. En Egypte et en Tunisie, des législatives devraient avoir eu lieu, mais les partis au pouvoir s'accrochent d'autant plus qu'ils se savent discrédités, avec la ferme intention d'utiliser les privilèges du pouvoir pendant la campagne. On parle maintenant de l'automne prochain. En Égypte l'économie interfère brutalement dans la campagne. Les réserves de devises se vident à toute vitesse (fuite des touristes et des investisseurs comme en Tunisie), le FMI est appelé au secours mais ne veut pas remplir le tonneau des Danaïdes des subventions. En effet une grande part du budget égyptien sert à payer la différence entre le prix d'achat du pétrole et du blé (je simplifie) et sa revente à l'intérieur à des prix inférieurs. Le cas extrême est celui du gazole, revendu 7 % de son prix d'achat. Or ce produit sert non seulement de carburant mais aussi à faire marcher les pompes d'irrigation utilisée par des millions de paysans pauvres. Quant au blé, il sert à produire le pain subventionné dont la disparition serait catastrophique pour la masse des Égyptiens qui consacrent l'essentiel de leurs ressources à la nourriture (et donc au pain, les autres produits étant hors de prix ce qui pose des problèmes de santé publique). Les Frères Musulmans au pouvoir sont terrorisés par les dégâts électoraux qu'entraînerait la baisse des subventions. Le FMI recommande donc un gouvernement d'union nationale pour que cette baisse soit politiquement neutre. Vous imaginez le manque d'enthousiasme tant des « Frères » que de l'opposition. Mais si le FMI ne prête pas, il n'y aura plus nourriture du tout !

**Au Pakistan,** les législatives, le 11 mai. On connaît la situation de ce pays où s'affrontent des partis féodaux à base ethnique, dits démocratiques par opposition aux islamistes et aux militaires. Et là où les ethnies se mélangent quelque peu, on se massacre allègrement (indépendamment des massacres visant les minorités chiite ou chrétienne). Tout cela malgré la réconciliation obligatoire qui suivra car aucune ethnie n'est majoritaire. Et l'ancien président Musharraf complique le jeu en rentrant d'exil. Les islamistes ont promis de l'exécuter dès qu'il mettrait le pied à terre. Il est rentré et ils n'ont pas encore réussi.

**En Malaisie**, la situation se tend. On sait que ce pays a réussi jusqu'à présent à marier les contraires avec un parti majoritaire d'union interethnique (Malais musulmans majoritaires alliés à une partie des Chinois souvent chrétiens et des Indiens souvent hindous). Ce parti étant au pouvoir depuis l'indépendance a pris de mauvaises habitudes, ce qui suscite un désir d'alternance. Il est par ailleurs tiraillé entre la discrimination positive en faveur des Malais, les concessions aux islamistes et l'opposition que cela suscite inévitablement dans les minorités non malaises et non musulmanes. Une partie des voix malaises pourrait aller aux partis islamistes, mais si le parti au pouvoir perdait de ce fait les élections, il faudrait théoriquement que les islamistes s'allient aux chrétiens et aux hindous pour gouverner.

**Tunisie : le Forum Social Mondial et l'UGTT.** L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, cousine très lointaine de la CGT, est « l'autre » organisation de masse tunisienne face au parti islamiste Enhad au pouvoir. Bien que soumise à la pression et à l'entrisme des benalistes (ancien régime) puis des islamistes, elle a sauvegardé son indépendance et, contrairement à Enhad, a participé dès l'origine à la révolution. Ses adhérents sont victimes de l'échec économique du gouvernement actuel, dont les idées libérales ont été plus que contrebalancées par le sectarisme, et le désordre (semi-tolérance des violences salafistes) qui fait fuir touristes et investisseurs. L'UGTT a illustré sa force et son indépendance en organisant le Forum Social Mondial dont beaucoup de participants ont des idées à l'opposé de celles des islamistes notamment les féministes et les altermondialistes. Ce forum vient de se terminer après de nombreuses manifestations alliant ses thèmes habituels aux slogans antigouvernementaux. Le nouveau gouvernement laisse peut-être faire pour montrer son ouverture (ou par crainte d'une épreuve de force avec l'UGTT). Peut-être aussi n'est-il pas mécontent de montrer à la frange conservatrice de l'électorat que ses adversaires sont des « occidentalisés »?

**La timidité du Maroc.** Armée solide, compétence technique (agriculture, bâtiment et bien d'autres), francophonie, islam tolérant et « modéré » (oui, ça ne veut religieusement rien dire, mais tout le monde comprend) et bonnes relations avec la France, le Maroc a tout pour coopérer avec les Etats subsahariens du Sahel et bien d'autres plus au Sud. Mais il ne se passe pourtant pas grand-chose. Pourquoi ? Manque de qualification économique et géopolitique du gouvernement ? Polarisation sur les questions internes, notamment politiques, religieuses et culturelles ? La crainte d'y « croiser » l'Algérie dans le contexte du conflit saharien ? A nos amis Marocains de nous éclairer ! En attendant, il paraît que des jeunes Saharouis du Maroc, et probablement quelques Marocains plus au nord se font recruter par AQMI.

**La caution religieuse des femmes arabes.** Le congrès de l'Organisation des Femmes Arabes (OFA) s'est tenu ce mois-ci à Alger. Par les temps qui courent, il est prudent d'avoir une caution religieuse. C'est Khadija, la première femme

de Mahomet, « entrepreneur qui jouissait de tous ses droits politiques, sociaux et économiques », d'après l'OFA. Pour ceux qui ne sont pas familier de l'islam, je rappelle que le jeune Mahomet, alors pauvre, fut remarqué par une riche et influente veuve de La Mecque, Khadija justement, ce qui lui donna un statut social et le loisir d'aller recueillir la parole de Dieu dans le désert. A sa mort, Mahomet dut quitter La Mecque et devint ce que vous savez. En proclamant suivre l'exemple de Khadija, l'OFA espère faire d'une pierre 2 coups : couper l'herbe sous le pied à des critiques islamistes et les concurrencer quant à l'interprétation du statut de la femme musulmane.

**La sécularisation arabe.** Les «laïques» musulmans ne peuvent s'avouer tels. Ils parlent donc d'un Etat «civil» ou de sécularisation. Mais la notion reste floue. Au Maroc, par exemple, la comparaison avec d'autres pays arabes et des enquêtes sociologiques et démographiques donnent l'image d'un royaume relativement sécularisé. Mais le roi y est commandeur des croyants ! En Libye, les Frères Musulmans ont perdu élections, face à des «modérés» représentants des tribus et des territoires, mais qui se réclament de la charia. Il est vrai que ce terme est utilisé par les libéraux musulmans comme l'équivalent du «droit naturel» des libéraux occidentaux (les «cas extrêmes» choquant les Occidentaux, comme la lapidation étant considérés comme reflétant des conditions du 7<sup>e</sup> siècle et donc n'étant plus d'actualité). En Tunisie, les islamistes d'Enhada au pouvoir sont loin d'être séculiers, mais ils ont accepté que le projet de constitution ne fasse pas allusion à la charia pour ne pas perdre trop de popularité dans une société encore plus sécularisée que la marocaine. Et nous avons vu dans notre précédent numéro que le parti islamiste turc au pouvoir respecte (pour l'instant ?) la constitution laïque et est donc mal vu par les islamistes Egyptiens. Donc attention à des formulations lapidaires pouvant mal illustrer la situation d'un pays.

**Lettre n° 185** - 12 avril 2013

**Gaza.** Les restrictions budgétaires dont est victime l'Office des réfugiés de l'ONU l'ont amené à diminuer son aide à la population de Gaza. Les Palestiniens ont manifesté, et l'Office a arrêté toute activité craignant pour la sécurité de son personnel. Cet incident nous rappelle que 800 000 palestiniens de Gaza, soit les 2/3 la population, sont aidés en nourriture ou en argent par la communauté internationale. Je ne sais pas s'il faut rapprocher ces incidents de l'épreuve de force entre le Hamas qui veut islamiser l'enseignement, et les écoles de l'ONU qui s'y refusent. Par ailleurs le Hamas, historiquement proche des Frères musulmans mais en froid avec ceux qui gouvernent en Égypte, se bat sur 3 fronts : contre Israël, contre les (plus ou moins) laïques de l'autorité palestinienne qui contrôle (plus ou moins également) la Cisjordanie et contre des groupes plus islamistes que lui, qui lancent les roquettes sur Israël et qu'il réprime avec l'appui discret des services hébreux. Voulez-vous que je complique encore en vous parlant des Bédouins du coin qui n'obéissent à personne ?

**Egypte.** Je vous disais la semaine dernière que les Frères Musulmans au pouvoir sont terrorisés par les dégâts électoraux qu'entraînerait la baisse des subventions à la nourriture et au carburant. Le FMI, constatant le gouffre que cela creuse dans le budget égyptien et l'inflation qui en résulte, recommande donc un gouvernement d'union nationale pour que cette baisse soit décidée par consensus. On en est loin, donc le FMI n'a pas débloqué son prêt et la nourriture, le carburant et les médicaments devraient bientôt manquer. Ce voyant, le Qatar qui a prit l'habitude de venir au secours de la mouvance « frères » a débloqué 3 milliards de dollars de plus. Mais il prévient qu'il aura du mal à aller plus loin, d'autant qu'il a remarqué que cette aide n'était pas toujours bien vue par la population, qui parle de « colonisation ». Il y a là des points communs avec la situation tunisienne.

**Tunisie.** Le président Marzouki pencherait-il du côté où il va tomber ? Nous nous sommes souvent interrogés sur l'inaction de ce président, qui semble couvrir la dérive du parti islamiste majoritaire dans la coalition mais minoritaire à la chambre et dans l'opinion. Certes le président n'a pas beaucoup de pouvoir, mais il a au moins celui de la parole, et il en a usé jusqu'à présent, notamment en France, pour dire « tout va bien ». Mais voilà qu'il aurait déclaré à Al-Jazeera, le 25 mars: « S'il vient à l'idée des extrémistes laïques de chercher à s'emparer du pouvoir, on dressera des potences et des guillotines et il n'y aura pas de sages, (comme ceux de l'équipe au pouvoir) pour prôner la modération, le dialogue ou la réconciliation nationale ». Une interprétation indulgente serait qu'il met sur le même plan la petite minorité salafiste violente et la probable majorité démocrate (allant des laïques à certains religieux), et dont l'actuelle coalition serait « le juste milieu ». Même ainsi, cela reste inquiétant tant pour la démocratie que pour l'économie dont on ne s'occupe pas pendant ce temps-là. Pourtant la violence salafiste et ce genre de déclaration font fuir investisseurs et touristes. La démocratie devrait conduire à demander au peuple de trancher (comme de Gaulle après mai 68 et via ses nombreux référendums), mais des élections promises pour l'an dernier sont sans cesse retardées et le président Marzouki ne semble pas avoir de réflexes gaulliens. En attendant, les incertitudes politiques ont amené à reporter une fois de plus le procès du doyen de la Manouba, héros des laïques accusé par une militante islamiste.

**Et le Bangladesh ?** On sait que depuis des décennies les héritières des grands hommes du Bangladesh se disputent le pouvoir. Celle qui est actuellement dans l'opposition, Khadija Zia, s'est alliée au principal parti islamiste. Son adversaire au pouvoir vient de condamner à mort une partie de ses dirigeants, et les autres devraient suivre. L'ensemble des partis islamistes a donc momentanément oublié ses divergences et manifeste violemment. L'Inde soutient le gouvernement en place, après avoir aidé le Bangladesh à se séparer du Pakistan, déclenchant alors la réaction des futurs islamistes, qui ont massacré à tout-va les partisans de l'indépendance et sont aujourd'hui jugés pour ces crimes contre l'humanité. L'Arabie Saoudite, théoriquement alliée des islamistes, se tait.

**Bébés et mariages incongrus au Maroc.** Il n'y a pas encore d'élections en vue et on se penche sur un problème religieusement délicat : 210.000 mères célibataires auraient donné naissance à 343.000 bébés durant la période 2003-2009 (source : les associations Insaf et Solidarité Féminine), d'où une demande de l'abrogation de l'article 490 du Code pénal qui punit les personnes qui ont des relations sexuelles hors mariage. Le fait d'en parler ouvertement montre une certaine évolution des esprits puisque dans d'autres pays musulmans, ces bébés sont censés ne pas exister, étant au mieux abandonnés ou discrètement « recasés ». Ces associations féminines demandent également le droit à l'avortement en cas de viol et d'inceste. On se souvient que des juges traditionalistes estiment que la réparation du viol est le mariage avec le violeur, qui est ainsi censé réparer sa faute et échappe donc à la condamnation. L'abrogation de cette possibilité est sur le point d'être obtenue et les défenseurs des droits des femmes bataillent maintenant au Parlement pour l'interdiction complète du mariage des mineures (les moins de 18 ans). Bien que ces mariages soient en principe interdits, les dérogations seraient plus souvent utilisées depuis le gouvernement islamiste qui veut abaisser l'âge minimum à 16 ans.

**Les Marocains et l'émigration :** 42 % des Marocains aimeraient émigrer mais 9% seulement disposent des informations, des papiers et de l'argent nécessaires d'après la Fondation Européenne pour la Formation (ETF). Les étudiants marocains de retour au pays se plaignent que les diplômes étrangers ne soient pas toujours reconnus ; ceux ayant des diplômes français lancent actuellement des pétitions pour leur reconnaissance. Les Marocains émigrés sont environ 3 millions dont 40 % de femmes partant de plus en plus souvent seules, principalement en France, Espagne, Belgique et Italie. Ils déclarent être partis pour des raisons économiques, quel qu'ait été leur niveau de vie au moment du départ. La plupart ont travaillé dans des hôtels, des restaurants, le bâtiment et l'agriculture. Rentrés au Maroc, souvent pour raisons familiales, 20 % deviennent employeurs contre 7 % dans le reste de la population.

**Lettre n° 186** - 26 avril 2013

**Tunisie : un président ballotté.** L'opposition a rassemblé 77 voix pour la destitution du président Marzouki (qui est controversé : voir lettres précédentes). Il en faudrait 109, ce qui nécessiterait l'appui d'une partie des islamistes d'Ennahda. Mais c'est peu probable, car ces derniers ont intérêt à garder un président affaibli qui les gênera moins pour la rédaction de la constitution et le calendrier électoral.

**Les récoltes en Égypte et au Maroc.** Je vous disais la semaine dernière que le FMI n'a pas débloqué son prêt à l'Égypte et que la nourriture, le carburant et les médicaments devraient bientôt manquer, malgré l'aide du Qatar qui commence à se lasser. Certes, aux dernières nouvelles, la production de blé de l'Égypte augmenterait de 2,3%, mais les importations égyptiennes devraient



néanmoins légèrement croître. Et surtout, faute de devises, donc de gazole, on ne saura comment transporter le blé produit ou importé vers les meuneries. La récolte marocaine de blé serait, elle, en hausse de 52 %. Les importations vont nettement diminuer mais le pays reste très déficitaire. La récolte algérienne de blé est annoncée bonne; ce pays est lui aussi massivement importateur mais regorge de devises. Le problème est ailleurs...

**Algérie : le cercle vicieux des subventions.** On retrouve en Algérie la question des subventions aux importations, déjà abordée pour l’Egypte. Voici le résumé d’un article d’*El Watan* du 28 décembre 2012 : « *La farine est subventionnée et « donc » le prix de la baguette est fixé très bas. 3000 boulangers ont baissé rideau depuis 2010. Ceux qui restent préfèrent vendre des gâteaux et des croissants, c’est plus rentable. Le pain est constitué de cinq ingrédients, et seule la farine est subventionnée. Le reste est payé au prix du marché, tandis que les jeunes ne s’intéressent plus aujourd’hui à ce métier à cause d’une faible rémunération. (Par ailleurs) le travail est très perturbé par les coupures d’électricité (question dépassant cette profession et commune à tous les pays du Sud combinant étatisme et subventions). L’Etat n’a qu’à donner à titre gracieux les groupes électrogènes* ». Donc de nouvelles subventions : cercle vicieux ! D’autant que le vrai problème est ailleurs : le citoyen algérien consomme actuellement 247 kg par an de céréales contre 130 à 140 dans les pays voisins, et 147 litres de lait, contre 90. Cela reflète l’importance de la contrebande vers l’extérieur, les exportateurs à peine clandestins se mettant dans la poche le gros des subventions. Dans les secteurs où tout est subventionné – énergie, logement, soins... – «les dépenses sociales» peuvent être détournées à travers les trafics d’influences. Par exemple par le paiement au noir de l’accès à tel bien ou à tel service (HLM, soins...). Un autre type de détournement intervient encore lors de la transformation d’une matière première subventionnée en un produit vendu, lui, au prix du marché comme c’est le cas pour nombre de produits à base de céréales, de lait, de sucre...). Les gouvernants savent et disent que s’ils coupaient les subventions, l’explosion sociale les chasserait. Il y a pourtant une solution classique : aider les personnes et non plus les produits. Comme en France, « l’aide à la personne » plutôt que « l’aide à la pierre ». Dans ces conditions, les produits importés perdraient un avantage et la production locale pourrait reprendre, créant des emplois, ce qui est bien nécessaire en Algérie ! Mais les résistances sont colossales et pas seulement de la part des contrebandiers.

**Des islamistes marocains très tolérants ?** En cette mi-avril, l’imam d’une mosquée de Safi affirmait en présence de Mohammed VI que l’islam acceptait la liberté de conscience (changer de religion, ne pas respecter le Ramadan...). Al Adl Wal Ihssane, mouvement islamiste non reconnu mais toléré, réputé plus radical que le PJD théoriquement au pouvoir, en rajoute. Il ne veut pas se laisser « doubler » par le roi sur une question aussi sensible que la liberté de conscience, populaire aussi bien chez les laïcs marocains qu’en Occident : « aucune pression ne doit être exercée sur les choix de l’individu, sa relation



spirituelle et le droit de connaître Dieu ; la vraie démocratie est suffisamment ouverte pour supporter toutes les opinions ». Très bien ! Mais cela rappelle les proclamations démocratiques des islamistes tunisiens et égyptiens pendant leur campagne électorale, ce qui ne les a pas empêchés de se radicaliser une fois au pouvoir. Cette proclamation de tolérance est un simple avis politique probablement lié au rapprochement avec une partie de la gauche marocaine, et non une proclamation juridique ; cela peut donc changer. Mais c'est tout de même notable.

**Alger « capitale de la BD africaine ».** L'Algérie est le fleuron de la BD africaine depuis quelques années, et est à l'honneur au festival d'Angoulême de 2013. *Mondomix* - Magazine des musiques et cultures dans le monde – précise fin janvier 2013 : « L'Afrique francophone produit une petite dizaine d'albums par an faute de salons et de festivals spécialisés. La création du Festival International de Bande Dessinée d'Alger (Fibda), en 2008, a commencé à changer la donne. Doté de moyens importants, soutenu par le Ministère de la culture, le Fibda a eu un effet levier non seulement pour la bande dessinée algérienne, mais aussi pour celle de l'ensemble du continent ».

**Les droits de l'homme en Algérie** . L'organisation non gouvernementale Human Right Watch (HRW) a publié son rapport 2013 sur les droits de l'homme dans le monde. L'Algérie se fait encore épingle. « Les nouvelles lois adoptées en janvier 2012, la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 19 ans et la mise en place d'importantes réformes n'ont guère donné aux Algériens une plus grande liberté pour s'associer, former des partis politiques ou exprimer leur opinion. Les autorités ont simplement invoqué d'autres lois et réglementations répressives, notamment la loi de 1991 régissant le droit à la liberté de réunion qui exige l'obtention d'une autorisation préalable pour les manifestations publiques. On se souvient des accusations de fraude pour les législatives de mai 2012. La nouvelle loi sur les associations conserve le régime de l'agrément préalable qui permet de refuser les nouvelles associations dont l'objet ou les buts sont considérés « contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ». Elle permet aussi de dissoudre au besoin pour tel ou tel motif les associations déjà existantes. La participation à une association non reconnue, suspendue ou dissoute, est passible d'une peine d'emprisonnement. Celui-ci a été supprimé pour les délits de presse. Par contre, le montant des amendes à l'égard des journalistes a nettement augmenté et elles leur sont infligées pour non respect d'obligations formulées en termes vagues. S'ajoute la menace de prison pour des tracts nuisant à l'intérêt national ou diffamant ou injuriant le président de la République ou d'autres représentants d'institutions publiques. Enfin le code du statut personnel est discriminatoire à l'égard des femmes dans les domaines de l'autorité parentale, du divorce et de l'héritage.

**Les Chams.** Puisque je suis sur place, deux mots sur ces musulmans d'Indochine qui firent autrefois partie du Royaume de Champa et sont maintenant dispersés

entre Vietnam et Cambodge. Au Cambodge, ils sont aussi appelés Khmers Islam ou Cambodgiens musulmans. L'islam est la principale religion de la minorité cham comme elle est celle de malais vivant aussi dans ce pays. Avant les massacres perpétrés par les Khmers rouges, on suppose qu'ils étaient près de 700 000. Plusieurs centaines de milliers d'entre eux furent exécutés. On peut supposer qu'ils sont actuellement entre 100 000 et 200.000. Ils sont souvent considérés en Indochine comme le sont « les Roms » en Europe, et comme des fantaisistes par certains musulmans (ils n'auraient pas d'interdits). Ils semblent protégés des imams orthodoxes par leur langue particulière. Cela n'empêche pas de belles mosquées, probablement grâce à l'argent du pétrole musulman arabe ou régional.

**Lettre n° 187** - 6 mai 2013

**Ça bouge enfin en Tunisie.** Beaucoup de nouvelles, assez bien reprises par la presse française, donc je vais plutôt tenter un commentaire. Résumé cavalier : la cocotte-minute a lâché un peu de vapeur. D'abord le doyen de l'université de la Manouba, accusé de violences par une étudiante islamiste et dont le procès avait été sans cesse remis, ce qui semblait trahir l'embarras de la justice, a finalement bénéficié d'un non lieu. Ensuite, un premier projet de constitution enfin rendu public. Les critiques sont sévères : c'est un projet imprécis et bavard, probablement pour permettre une interprétation islamiste sans trop choquer « les laïques ». Il comprend par ailleurs une liste de « droits à... » - tel que le « droit à l'eau » - qui seraient plus à leur place dans des slogans électoraux puis dans des programmes précis, car leur réalisation est matérielle, complexe et ne se réalise pas d'un trait de plume, fût-il constitutionnel. Ce projet semble mixte « présidentiel – parlementaire », avec une prépondérance du premier ministre, donc du parlementaire. Mais l'expérience française, et bien d'autres, montre que le vrai patron est celui qui « désigne » les candidats (maires, députés, premier ministre...); les élus sont alors ses obligés et quelque soit leur pouvoir théorique, lui obéissent. Le président du front des partis d'opposition, Béji Caïd Essebsi, a immédiatement proclamé sa candidature aux futures élections présidentielles, probablement pour éviter que son camp ne se déchire entre plusieurs candidats. Cela malgré son âge : 86 ans, alors que le projet de constitution prévoit une limite de 75 ans. Beaux débats en perspective !

**« Le monde des musulmans : Religion, politique et Société ».** C'est le début du titre d'une gigantesque enquête d'opinion lancée par le spécialiste mondial, le centre de recherche PEW : 38 000 musulmans ont été interrogés en 80 langues. Le titre complet est *The World's Muslims: Religion, Politics and Society*. Les plus courageux d'entre vous en trouverons le texte complet sur l'Internet. Voici un bref résumé forcément un peu cavalier et quelques autres constatations, mais pas d'opinion personnelle, qui d'ailleurs n'aurait aucune utilité. Aujourd'hui je vais me borner à la partie de l'enquête portant sur la charia parce que ce terme est source de, disons, « malentendus », étant connoté de manière totalement

différente d'une personne à l'autre. Il est diabolisé en Occident où il évoque l'amputation de la main des voleurs, la lapidation et la condamnation à mort des apostats (ceux qui quittent l'islam). Mais le terme est positif chez la majorité des sondés, puisqu'il leur évoque de grands principes dictés par Dieu et qui ressemblent à ceux de beaucoup d'autres civilisations. L'enquête montre que les aspects choquants pour nous sont également rejetés par une partie notable, voire majoritaire, de la population musulmane, en proportion toutefois très variable d'un pays à l'autre. Personnellement, je « creuse » ce point avec les Maghrébins les plus variés, et la synthèse de leurs réponses pourrait être « c'est comme admirer le droit français sans approuver la guillotine » ; et d'ailleurs, comme pour la guillotine en France, les dispositions en question n'existent plus dans la plupart des pays musulmans. L'enquête confirme également que la charia n'est envisagée que pour les croyants et non pour les autres citoyens du même pays (sauf notamment en Égypte, ce qui nous renvoie à la question copte). Le pays le plus tolérant en la matière étant le Maroc (rappel anecdotique : on y trouve bien commode le droit d'acheter de l'alcool « pour les amis chrétiens » ; c'est à comparer à « la charia pour tous » en Arabie, qui oblige tout le monde, musulmans comme « esclaves de luxe » européens, à cacher le whisky dans les théières).

Comme pour les autres dispositions de « la tradition » (la sunna, qui comprend le Coran et les « hadits »), le clivage entre musulmans est net : les plus pratiquants sont partisans de l'application à la lettre et les autres de l'interprétation. Cela recoupe d'ailleurs un clivage géographique classique : ce sont dans les pays périphériques de l'Islam (avec un « l » c'est-à-dire le monde géographiquement musulman et non la religion) que l'on est le moins défavorable à l'interprétation : Maroc, Tunisie, Bosnie, Indonésie.

Finalement la question de savoir si la charia doit être la base de la législation nationale n'a pas l'importance de principe qu'on lui accorde en Occident, puisque tout dépend à quoi l'on pense concrètement. L'inquiétude d'une partie de la population vient plus de l'usage que pourraient en faire les islamistes, et notamment ceux sous influence wahhabite, que du principe même de l'adoption qui paraît naturel à la majorité des sondés « puisqu'il s'agit de principes d'inspiration divine » et que l'influence de la religion sur la politique ne la choque pas (« comme en Amérique » ; c'est d'ailleurs dans ce dernier pays que les sondés semblent le moins différents des non-musulmans).

On remarque néanmoins que les pays musulmans d'Europe sont très réservés sur l'institutionnalisation de la charia, ainsi que ceux de langue turque (du fait de la laïcité d'Ankara et de l'héritage athée de l'URSS pour les pays d'Asie centrale). Rappelons qu'il s'agit de l'opinion des personnes sondées et non de dispositions législatives : dans la plupart des pays musulmans la majorité ou une forte minorité est bien consciente que les lois du pays sont éloignées de la charia. Le seul pays où la quasi-totalité de la population pense que les lois reflètent la charia est l'Afghanistan (je remarque toutefois que l'Arabie et l'Iran ne sont pas cités dans la réponse à cette question).

On retrouve en gros le même clivage géographique pour la question la plus sensible en Occident : la condamnation à mort des apostats (ou qualifiés de tels du fait de leur conduite « contraire à l'islam », voir les assassinats actuels au Pakistan). Cette condamnation est massivement rejetée dans les pays musulmans européens et turcophones, le plus opposé en dehors de ces deux régions étant la Tunisie (on remarque d'ailleurs que le terme charia n'apparaît pas dans le projet de constitution dont nous parlons au début de cette lettre, malgré le poids des islamistes chez ses rédacteurs).

**Interrogations algériennes.** Le président Bouteflika entame sa 15<sup>e</sup> année (!) de règne. Il est de plus en plus souvent souffrant et est actuellement soigné en France. Les Algériens se demandent s'ils sont vraiment gouvernés (voir lettres précédentes), et si le 4<sup>e</sup> mandat envisagé pourra effectivement avoir lieu, et, dans la négative, comment s'organise la succession, alors qu'il n'y a pas d'héritier en vue. Bien entendu personne n'a la réponse, et, en attendant, les analyses sur son bilan se multiplient. Une partie de la population lui sait gré d'avoir rétabli la paix civile par des lois « de réconciliation » et d'avoir enfin utilisé les énormes réserves de devises pour quelques grands travaux (autoroute Est-Ouest, fin du serpent de mer qu'était le métro d'Alger, tramways...). D'autres lui reprochent d'avoir amnistié des assassins qui peuvent défier quotidiennement les parents des victimes ; de n'avoir réalisé qu'une petite partie de ce que permettaient les moyens financiers, et d'en avoir fait des occasions de corruption. Dans ce domaine c'est toute l'économie, et notamment sa source financière, le pétrole, qui semble corrompue et organisée non pas pour le développement mais pour l'organisation du « pompage » à tous les stades. Comme dans d'autres pays la seule issue possible semble être la démocratisation et la transparence, comme le rappelle un nouveau parti politique, Jil Jadid ([jiljadid.com](http://jiljadid.com)).

**Lettre n° 188** - 16 mai 2013

**Début d'affolement chez les pays producteurs de pétrole.** Les professionnels savent depuis longtemps que la production de gaz et de pétrole de schiste aux Etats-Unis, puis ailleurs dans le monde, pousse à la baisse les prix du pétrole. En sens inverse, les prix étaient poussés à la hausse par les consommations croissantes de la Chine et celles des autres pays où le prix public est massivement subventionné (pays du Maghreb, Égypte, Arabie et bien d'autres). Les difficultés budgétaires de ces pays pourraient les pousser à réduire les subventions. La croissance chinoise peut se stabiliser et même ralentir. Les prix faiblissant, les cours pourraient même s'effondrer. « Encore un complot de la CIA » diront certains, puisque c'est cet organisme qui répand ces mauvaises nouvelles, mauvaises pour les producteurs bien entendu. Ces derniers ont donc des sueurs froides. Les austérités budgétaires amenant des troubles sociaux, on sortirait du strict domaine économique strict avec des conséquences incertaines en géopolitique.

**Subventionniste aigue : la Tunisie aussi.** Le pays voit les subventions galoper. Elles ont plus que triplé en 3 ans, le nouveau pouvoir « arrosant » largement pour limiter le mécontentement. Comme ailleurs, les subventions concernent les produits alimentaires fondamentaux et les carburants et combustibles. La bouteille de gaz, achetée 26 dinars, est revendue 8. Dans ces conditions, les consommations de ces produits ont fortement augmenté. La petite production pétrolière tunisienne est désormais très insuffisante pour les besoins du pays. J'en profite pour signaler qu'à l'échelle mondiale, les seules énergies fossiles (charbon pétrole...) sont subventionnées à la hauteur de 400 milliards de dollars par an, ce qui accroît le gaspillage. Rappelons qu'en France et dans les pays voisins, ces énergies sont au contraire taxées : les consommations y sont plus modestes, à niveau de vie individuel égal.

« **Le monde des musulmans** », suite. Je vous avais présenté, dans la lettre précédente l'enquête d'opinion *The World's Muslims : Religion, Politics and Society*. Nous avions des opinions concernant la charia. Analysons cette semaine les opinions concernant les femmes. On peut partir d'un consensus : les femmes doivent toujours obéir à leurs maris. Par contre, elles peuvent choisir de porter ou non le voile (je rappelle que ce port ne relève d'aucune obligation coranique). La question même de savoir si c'est une obligation religieuse est controversée. La question d'un divorce à l'initiative de la femme (coranique possible sous conditions) est également controversée. Sans surprise, ce sont les femmes qui se soucient le plus du droit des femmes. La distribution des opinions par pays est en gros toujours la même, les plus favorables étant les pays « périphériques » de l'Islam : Europe, monde turc, Indonésie, Maroc et Tunisie. Bien qu'ayant sa codification religieuse, l'héritage inégal (une femme touche 2 fois moins qu'un homme sous prétexte que ce dernier est censé contribuer aux frais du ménage) est cependant majoritairement rejeté dans les pays européens et turcophones, rejoints cette fois par le Pakistan. Par contre, au Maroc et en Tunisie, hommes et femmes confondus, restent de chauds partisans de l'héritage inégal. Il serait intéressant de croiser ces données avec celles touchant le travail salarié des femmes. La corrélation semble bonne en Europe et dans le monde turcophone, mais moins évidente ailleurs : un collègue démographe pourrait-il y regarder de plus près ? Je ne fais que résumer grossièrement les résultats du sondage, sans exprimer d'opinion. Ce sondage est purement quantitatif et ne traite pas des caractéristiques historiques et culturelles de chaque pays dont quelques-uns ont même été sécularisés comme la Turquie par Atatürk. Quant aux pays où la confession musulmane est majoritaire et qui se trouvent à l'est de l'Inde, dont l'Indonésie, pays « musulman » le plus peuplé, l'islam s'y est implanté au fil des relations commerciales et intellectuelles ; sans bousculer le fonds culturel bouddhiste et hindouiste. Enfin, les données apparemment contradictoires de la Tunisie et du Maroc (je regrette la non prise en compte de l'Algérie dans ces données !) traduisent peut-être une contradiction entre, d'un côté, une influence française de sécularisation et, de l'autre, une base religieuse profonde entretenue par les hostilités séculaires avec les chrétiens voisins : Portugais,

Espagnols, Italiens et Français. On a peut-être une nouvelle illustration de cette tension avec la manifestation, au Maroc, d'une opposition entre les oulémas traditionnalistes et des élites qui le sont moins. Les premiers viennent d'émettre une fatwa hostile à la liberté de conscience et notamment aux apostats. Ils ont été contredits par le ministre des affaires islamiques (« c'est la loi qui prime et non le sentiment des religieux »).

**Les élections en Malaisie et au Pakistan.** La presse française en a bien rendu compte, donc je vais être très bref. En Malaisie, le parti au pouvoir depuis plus de 50 ans – théoriquement pluriethnique – a remporté moins de 50 % des voix, mais la majorité des sièges. Cela, grâce au découpage électoral favorisant les paysans musulmans malais ; grâce aussi à une discrimination positive qui assure des postes à leurs enfants. Par contre, la population urbaine – composée de Malais « modernes », de Chinois et d'Indiens, tous partisans de la méritocratie – a voté pour l'opposition et a reçu le renfort d'islamistes avec lesquels il lui serait bien difficile de cohabiter. Au Pakistan, les talibans ont tué plusieurs candidats « laïques » et ont menacé de mort les électeurs. La participation a pourtant été record (60 %) et le parti (relativement) laïque mais un brin féodal du Premier ministre est en tête au détriment du parti de la famille ex-Bhutto, réputé plus corrompu que les autres. Comme en Italie c'est le cas, avec Beppe Grillo, il y a au Pakistan une percée notable d'un non politicien célèbre, champion de cricket : cela va compliquer les nécessaires coalitions. Le Premier ministre probablement reconduit est un partisan de l'apaisement avec l'Inde, ce qui serait excellent pour les deux pays mais ne sera pas forcément accepté par l'armée pakistanaise.

**L'Algérie cache son Sahara.** Les habitants du Sahara algérien se sentent négligés par le pouvoir et sont souvent ethniquement ou religieusement différents de la majorité « nordiste », comme, *mutatis mutandis*, les Maliens du Nord par rapport à ceux du Sud. Or un terroriste venant de Tunisie ou de Libye et voulant aller en Algérie (voir, au-delà, au Mali) pourrait facilement passer la frontière en évitant l'armée algérienne : la vue est tellement dégagée qu'on peut apercevoir les mouvements des services de sécurité à plusieurs dizaines de kilomètres. Problème résolu : pour parer à cela, les Algériens sont derrière des alignements de milliers de conteneurs remplis de sable.

\*